Communiqué Section SUD Culture DRAC de Normandie

Museler la création et la liberté d'expression des acteurs de la Culture, voilà la dernière bassesse de notre gouvernement.

À la peine sur tous les fronts : égalité, solidarité, justice sociale, écologie, etc ... le gouvernement s'attaque directement à ce qui fait l'essence d'un régime démocratique : la liberté de créer et de s'exprimer.

En juillet dernier, le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, sur ordre du Ministre de l'Intérieur, imposait à la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles) Nouvelle-Aquitaine de revoir à la baisse ou d'annuler les subventions allouées à de nombreuses associations culturelles, présentes depuis des années sur des territoires délaissés par nos dirigeants. La justification de cette obligation était le trait reliant les luttes sociales et écologiques actuelles à la liberté de création et de diffusion de la connaissance et de la Culture.

Le jeudi 14 septembre 2023, nous apprenions par les médias que les artistes venant du Niger, du Burkina-Faso, et du Mali n'avaient plus le droit de présenter leur création au sein des établissements culturels de notre pays. Une nouvelle fois, c'est par le biais d'un ordre venu du ministère des Affaires Étrangères, que les DRAC's vont devoir se plier à cette injonction de faire stopper toute représentation de ces artistes en région. L'amalgame grossier et délétère entre l'échec de la politique étrangère de nos gouvernants et la présence d'artistes de ces trois pays sur notre territoire est un aveu d'impuissance et ressemble à une basse vengeance qui

reflète l'arrogance de nos dirigeants.

Le Ministère de la Culture devient brusquement le bras armé des ministères de l'Intérieur et des Affaires Étrangères. Impuissants, les agents en DRAC deviennent alors les représentants de la politique de contrôle et de censure du système présidentiel envers les créateurs de la Culture sur nos territoires.

S'attaquer à la Culture, c'est donner raison à l'obscurantisme et à l'ignorance. Nous dénonçons fortement et fermement cette dérive autoritaire et discrétionnaire. Nous appelons l'ensemble des acteurs de la Culture à s'opposer à ces injonctions gouvernementales.

Agents de la DRAC de Normandie, nous restons, toutes et tous, les acteurs et les défenseurs de la Culture des Lumières.

Section SUD Culture DRAC de Normandie

Caen, le 15 septembre 2023